

# L'EXTRÊME DROITE POUR NOUS, FONCTIONNAIRES À LA DGFIP, ça changerait quoi ?



Parmi celles et ceux qui ne considèrent pas l'extrême droite comme un danger, il y en a qui pensent que ça ne changerait pas grand-chose, d'autres qu'il faut du changement ou qu'on ne peut pas savoir sans essayer... **À la CGT on est pour le changement, mais pour du mieux, pas pour du pire !** Démonstration :

## **Pour les salaires, ça changerait quoi ?**

L'extrême droite est l'ennemie du monde du travail. Elle a voté contre l'augmentation du SMIC et l'indexation des salaires sur l'inflation.

Quand elle propose d'augmenter les salaires, c'est un mensonge qui consiste à donner d'une main en net pour reprendre de l'autre en brut, exonérant le patronat de ses cotisations sociales et asséchant le financement de la protection sociale.

## **Pour les droits des travailleurs, ça changerait quoi ?**

L'extrême droite a toujours détesté les syndicats et en particulier la CGT (qui défend les salariés). Elle veut empêcher les étrangers de voter ou d'être élus dans leurs entreprises, elle veut réduire les obligations des employeurs envers leurs salariés, les moyens et droits syndicaux, elle veut restreindre le droit de grève (notamment dans la fonction publique). La répression anti-syndicale et l'exploitation des salariés ne pourraient que s'aggraver.

## **Pour les fonctionnaires et à la DGFIP, ça changerait quoi ?**

L'extrême droite ne défend pas les valeurs d'égalité, d'indépendance et d'impartialité liées au statut de fonctionnaire. Partout où elle passe, elle privatise et externalise les services publics (crèches, cantines, par exemple). Car son programme économique ne permettrait pas de les financer : elle veut réduire les impôts et les taxes (sans aucune mesure d'amélioration de la justice fiscale et en asséchant le financement des services publics), diminuer les contrôles (vive la fraude !). L'impact sur les missions et les emplois à la DGFIP est évident et serait extrêmement lourd.

## **Pour les travailleuses, ça changerait quoi ?**

Quand l'extrême droite se préoccupe des femmes, c'est surtout pour les renvoyer à un rôle de procréation et d'éducation des enfants. Elle refuse de reconnaître les inégalités salariales structurelles, elle a voté contre le financement de la lutte contre les violences faites aux femmes. Si elle cache (un peu) son jeu dans le débat national, elle soutient les gouvernements des pays qui remettent en cause l'IVG. Le RN parle d'avortement de complaisance et de son déremboursement, tout en annonçant l'arrêt des financements des planning familiaux.

## **Pour les retraites, ça changerait quoi ?**

L'extrême droite s'oppose à la prise en compte de la pénibilité, tergiverse sur la retraite à 60 ans, veut affaiblir le système par les exonérations de cotisations sociales et n'envisage le financement des retraites que sous l'angle de la natalité. Elle a voté contre la revalorisation des petites retraites.



La liste serait encore longue, mais la conclusion est limpide : **l'affichage soi-disant social de l'extrême droite est une imposture**, elle est l'ennemie des travailleuses et travailleurs et l'alliée des forces de l'argent. Ce n'est pas pour rien que les médias tenus par les milliardaires lui déroulent le tapis rouge !

**FAIRE BARRAGE À L'EXTRÊME DROITE,  
C'EST POSSIBLE, C'EST VITAL !  
RIEN N'EST ÉCRIT D'AVANCE !**

La CGT Finances Publiques appelle chacun et chacune à se mobiliser dès aujourd'hui et à voter et faire voter les 30 juin et 7 juillet pour battre l'extrême droite et amorcer le changement dont le peuple a besoin en soutenant le programme qui se rapproche le plus de nos revendications :

- Pour l'augmentation des salaires et la juste redistribution des richesses.
- Pour la retraite à 60 ans et la réduction du temps de travail.
- Pour l'abandon des réformes antisociales.
- Pour une vraie politique d'Égalité entre les femmes et les hommes.
- Pour renforcer et développer les services publics, dont la Fonction publique, au service de l'ensemble de la population et de la société.
- Pour en finir avec les politiques d'austérité et financer la solidarité et la santé pour tous.

Les tenants du système ne se laisseront pas faire, c'est pourquoi gagner le progrès social passera aussi et toujours par la mobilisation des salarié-e-s.

La CGT Finances publiques appelle donc à participer à toutes les mobilisations organisées dans la période pour défendre notre conception du service public et dire non à l'extrême droite.

**REPARTIR  
COMME EN 40  
COMME EN 36**

**FRONT  
POPULAIRE  
2024**

LES ANNONCES 24x36.art

**ENSEMBLE,  
DANS LA RUE  
ET DANS  
LES URNES,  
CONSTRUISONS  
LE NOUVEAU  
FRONT  
POPULAIRE !**